

## Administration Communale de Mondorf-les-Bains

### Extrait du registre aux délibérations du conseil communal de Mondorf-les-Bains

#### Séance publique du 25.11.2015

Date de l'annonce publique de la séance: 18.11.2015

Date de la convocation des conseillers: 18.11.2015

**Présents:** Mesdames et Messieurs

Delles, bourgmestre – Reckel et Schleck, échevins – Dolinski-Schwachtgen, Bichler, Zbinden, Dublin, Esteves, Strasser-Beining, Gengler, Kuhlmann, conseillers – Schong-Guill, secrétaire communale

**Absents:** excusé: --  
sans motif: --

Point de l'ordre du jour 8)

#### Nouveau règlement pour l'octroi des primes de construction et d'acquisition dans la commune de Mondorf-les-Bains

Le conseil communal,

Revu sa délibération du 14.06.2002 aux termes de laquelle le conseil communal a modifié le règlement communal pour l'octroi des primes de construction et d'acquisition dans la commune de Mondorf-les-Bains, approuvée par Monsieur le Ministre de l'Intérieur le 10.09.2002, réf. : 336/02/CR ;

Entendu Monsieur le bourgmestre proposant au nom du collège des bourgmestre et échevins de modifier ledit règlement communal entraînant selon les différents cas de figure des augmentations ou des diminutions de primes par rapport au règlement actuellement en vigueur ;

Considérant qu'un crédit de 70.000,- € est inscrit à l'article 4/611/240000/99001 du budget extraordinaire approuvé de l'exercice 2015 – libellé : primes d'acquisition et de construction de logement aux ménages ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après avoir délibéré conformément à la loi par appel nominal et à haute voix décide à l'unanimité d'arrêter comme suit le nouveau règlement communal pour l'octroi des primes de construction et d'acquisition dans la commune de Mondorf-les-Bains :

- A) Une prime de construction ou d'acquisition est accordée sur demande à toute personne ou communauté de personnes pour autant que les conditions générales ci-après soient remplies :

Lors de la présentation de la demande le ou les demandeur(s) doit(vent) :

1. être propriétaire(s) de l'immeuble (maison ou appartement) pour lequel la prime est demandée ;
2. habiter avec son (leur) ménage l'immeuble pour lequel la prime est demandée ;
3. introduire la demande auprès de l'administration communale de Mondorf-les-Bains dans un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en jouissance de l'immeuble suivant l'acte notarié ;
4. joindre les pièces justificatives suivantes :
  - a) un certificat établi par le service technique de la commune de Mondorf-les-Bains attestant que l'immeuble pour lequel la prime est demandée est habitable ;
  - b) l'état de la composition de la communauté de personnes ;

Avisé par  
M. le Ministre  
de l'Intérieur  
le 08.01.2016  
réf. 346/16/CR

- c) les certificats de résidence des personnes formant la communauté de personnes ;
- d) le certificat des allocations familiales si le(s) demandeur(s) a/ont des enfants à charge ;
- e) preuve de l'état de propriété des lieux (acte notarié ou bulletin de propriété cadastral ou bulletin de propriété de l'administration des contributions ou tout autre certificat valant comme attestation officielle).

B) La prime est fixée à

**1.000,- € pour un immeuble dont le propriétaire est une seule personne**

**1.500,- € pour un immeuble dont le propriétaire est une communauté de personnes.**

La prime est majorée de **500,- €** au profit du/des demandeur(s) chaque fois qu'un enfant donne droit à des allocations familiales au profit du/des demandeur(s) et que cet enfant habite le même ménage du/des demandeur(s) de la majoration de la prime.

La prime est réservée au(x) demandeur(s) propriétaire(s) d'un immeuble dont la construction ou l'acquisition se situe après le 1<sup>er</sup> janvier 2016 sauf les exceptions prévues sub E).

La prime et les majorations éventuelles ne sont payables qu'une seule fois au(x) demandeur(s) au(x)quel(s) elles ont été octroyées.

Pour les communautés composées autrement que par un couple marié, la prime respectivement les majorations de la prime sont accordées et réparties à chacun des propriétaires au prorata du degré de propriété inscrit à l'acte notarié sans que pour autant la somme des fractions de prime ne puisse dépasser 100 % d'une prime accordée pour un immeuble dont le propriétaire est une communauté de personnes.

- C) La personne ou la communauté de personnes propriétaire ayant obtenu une prime dans les conditions sub A) et B) ci-dessus a en outre droit à la majoration de la prime à raison de **500,- €** pour tout enfant supplémentaire à naître dans un délai de trois ans à compter de la date d'octroi de la prime initiale et pour autant que les(s) demandeur(s) touche(nt) des allocations familiales du chef de cet enfant et que l'enfant fait partie de son/leur ménage.
- D) Au cas où un ou des demandeur(s) aurai(en)t touché une prime de construction ou d'acquisition pendant la période se situant entre le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et le 31 décembre 2015 en application des dispositions de l'ancien règlement du 14.06.2002 lui/leur garantissant le droit d'obtenir des majorations pour un deuxième et d'autres enfants suivants à naître endéans un délai de 5 ans à partir du premier octroi de la prime, ce(s) bénéficiaire(s) pourra/pourront solliciter une majoration pour enfants à raison de 620,- € par enfant pour tout enfant à partir du deuxième donnant droit à des allocations familiales et faisant partie du ménage, enfant pour lequel une majoration n'a pas encore été payée.
- E) Les primes de construction et d'acquisition accordées en vertu des dispositions du présent règlement sont augmentées suivant le taux de sur-majoration ci-dessous chaque fois que le(s) demandeur(s) rempli(ssen)t en sus des conditions imposées par le présent règlement celles nécessaires en vue de l'obtention d'une prime de construction ou d'acquisition de la part de l'Etat.

Prime de l'Etat de :	250 – 2.099	Taux de sur-majoration :	50 %
	2.100 – 3.849		100 %
	3.850 – 5.699		150 %
	5.700 – 7.549		200 %
	7.550 – 9.700		250 %

L'augmentation de la sorte nécessite la production par le ou les demandeur(s) d'une attestation de l'Etat renseignant sur le genre de la prime accordée par l'Etat.

- F) Au cas où l'une ou l'autre des conditions d'obtention de la prime fixées sub A), B) ou C) ci-dessus n'est/ne sont pas remplie(s) au jour de la demande, tout demandeur a droit à la prime si l'ensemble des conditions imposées se trouve rempli dans un délai de trois ans à compter :
- a) de la fixation de la valeur unitaire et de la base d'assiette de l'impôt foncier pour les constructions nouvelles – primes de construction ;
  - b) de la date d'entrée en jouissance suivant l'acte notarié pour les autres immeubles – primes d'acquisition.
- G) Les primes obtenues dans des conditions étrangères ou fausses par rapport aux conditions d'obtention imposées sont remboursables à la demande de la commune. En cas de vente ou de location de l'immeuble avant un délai de 10 ans révolus suivant la date d'octroi de la prime initiale, le remboursement des primes est réclamé par la commune au prorata des années accomplies.
- H) Aucune prime de construction ou d'acquisition n'est accordée pour les habitations d'une surface habitable supérieure à 250 m<sup>2</sup>.
- I) Le présent règlement est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et remplace le règlement communal du 14.06.2002 mentionné ci-avant.

Ainsi délibéré en séance publique, date qu'en tête.

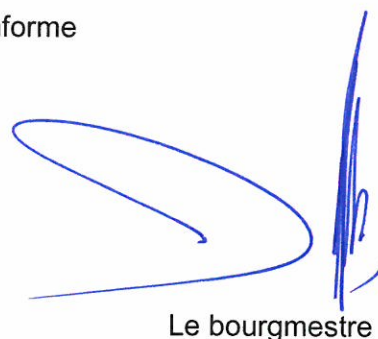
Suivent les signatures

Pour expédition conforme

Mondorf-les-Bains, le 27 NOV. 2015



Le secrétaire communal



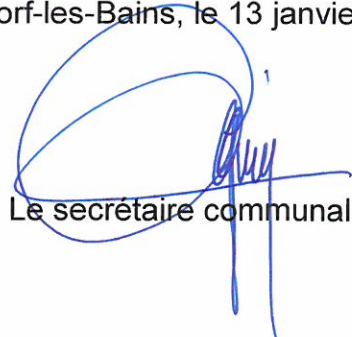
Le bourgmestre

### **CERTIFICAT DE PUBLICATION**

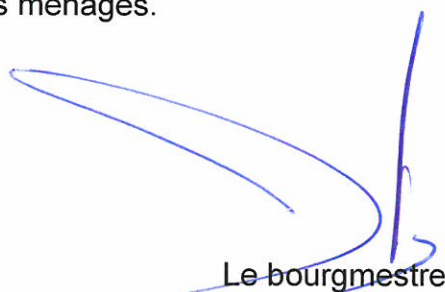
Il est certifié par la présente que le présent règlement a été publié et affiché en date du 13 janvier 2016 dans les formes prévues par l'article 82 de la loi communale modifiée du 13.12.1988.

Mention du règlement et de sa publication sera faite au Mémorial et dans le bulletin communal distribué périodiquement à tous les ménages.

Mondorf-les-Bains, le 13 janvier 2016



Le secrétaire communal



Le bourgmestre